

## Q&R dépendance de la Suisse face au gaz russe et réactions de l'Industrie gazière

Question	Réponse
<p><i>Quelle est la dépendance effective de la Suisse face au gaz russe?</i></p>	<p>La Suisse achète le gaz principalement sur les marchés suivants: Allemagne, Pays-Bas, France et Italie – tous Etats membres de l'UE. L'Industrie gazière suisse n'a donc aucun contrat de fourniture directe avec la Russie. La part du gaz russe varie selon les marchés des pays dans lesquels la Suisse s'approvisionne. Elle est plus élevée pour l'Allemagne que pour les Pays-Bas ou la France. Les pays européens et l'UE s'efforcent actuellement de réduire les multiples dépendances face au gaz russe en diversifiant les filières d'approvisionnement. Le GNL joue à cet égard un rôle essentiel puisque cette filière permet d'acheter du gaz dans les régions du monde les plus diverses. L'UE dispose actuellement d'une petite quarantaine de terminaux méthaniens grâce auxquels le gaz naturel liquéfié peut être injecté dans le réseau européen.</p> <p>Le gouvernement allemand a annoncé sa volonté de construire deux terminaux méthaniens sur son territoire et d'augmenter les stockages de gaz naturel. L'Agence internationale de l'énergie a présenté elle aussi un programme en 10 points pour réduire la dépendance face au gaz russe. Ces efforts profitent bien sûr à la Suisse dans la mesure où ils améliorent sa sécurité d'approvisionnement.</p>
<p><i>Anciennement, la part de gaz russe était beaucoup plus basse, environ 25%. Pourquoi a-t-elle quasiment doublé?</i></p>	<p>C'est la résultante de plusieurs paramètres:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Evolution des marchés: l'Industrie gazière suisse a encore quelques contrats d'approvisionnement à long terme, mais aujourd'hui, elle achète le gaz essentiellement sur les marchés gaziers européens.</li> <li>- Libéralisation des marchés gaziers: les achats au comptant et les achats à terme se sont généralisés.</li> <li>- Pression des prix sur les contrats à long terme (pression de l'industrie, capacité concurrentielle)</li> <li>- Baisse de la production dans les pays européens exportateurs (Pays-Bas)</li> </ul>
<p><i>Que répondre à ceux qui prennent la guerre en Ukraine comme prétexte pour vouloir</i></p>	<p>L'Industrie gazière suisse soutient l'objectif zéro émission nette du Conseil fédéral et travaille d'arrache-pied pour remplacer progressivement le gaz naturel par des gaz renouvelables tels que biogaz, méthane de synthèse et hydrogène.</p>

<i>accélérer l'abandon des énergies fossiles?</i>	Une telle conversion ne s'opère bien sûr pas du jour au lendemain et nécessite la mise en place de conditions favorables, le cadre actuel étant encore insuffisant à cet égard. Nous espérons que ces voix se prononceront en faveur du processus de conversion aux gaz climatiquement neutres.
<i>Quelles sont les conséquences pour la Suisse si les gazoducs de l'Europe de l'Est ne fonctionnent plus?</i>	La Suisse jouit d'une situation géographique privilégiée qui la place au milieu du réseau de transport gazier européen. C'est un avantage fondamental pour la sécurité d'approvisionnement. Le gazoduc de Transitgas qui traverse la Suisse est capable depuis 2017 de fonctionner en flux inversé. Le gaz peut donc être transporté non seulement du nord au sud, mais aussi dans le sens inverse. La Suisse est également bien intégrée au réseau gazier à l'ouest. Tous ces marchés ont accès au GNL, ce qui ouvre des possibilités supplémentaires en termes d'approvisionnement, même si cette filière est relativement onéreuse.
<i>Pourquoi la Suisse ne stoppe-t-elle pas immédiatement les livraisons de gaz en provenance de Russie?</i>	L'Industrie gazière suisse n'a aucun contrat de fourniture directe avec la Russie et achète le gaz essentiellement sur les marchés européens (Allemagne, Pays-Bas, France, Italie). Elle s'efforce de réduire les dépendances actuelles et de diversifier les filières d'approvisionnement. En pratique toutefois, l'origine du gaz n'est quasiment pas traçable parce qu'il n'existe aucun système global de certification d'origine, à la différence de l'électricité. Si un distributeur souhaite acheter du gaz dans une région donnée, il devrait conclure des contrats de fourniture avec les producteurs locaux. Un tel procédé serait beaucoup plus complexe et onéreux que les achats de gaz au comptant. Les produits proposés sur les marchés spot et les marchés à terme incluent du gaz en provenance de diverses régions, sans autre distinction.
<i>La mise en service de Nord Stream 2 pourrait ne jamais avoir lieu, ou seulement dans des années. Cela pose-t-il un problème pour la sécurité d'approvisionnement en Suisse?</i>	Chaque gazoduc supplémentaire améliore fondamentalement la sécurité d'approvisionnement en Europe. Il en va de même pour Nord Stream 2. Au vu des conditions actuelles, sa mise en service paraît très hypothétique. Mais cela n'a aucune incidence sur la sécurité d'approvisionnement en Suisse. L'Europe entend développer ses capacités d'importation de GNL au cours de ces prochaines années. Le Gouvernement allemand a déjà annoncé la construction de

	<p>deux terminaux méthaniers à Wilhelmshaven et à Brunsbüttel. Ces réalisations renforceront <i>de facto</i> notre sécurité d'approvisionnement.</p>
<p><i>Pourquoi la branche n'a-t-elle pas déjà investi beaucoup plus depuis longtemps dans les gaz renouvelables?</i></p>	<p>Si on veut développer la production et l'utilisation des gaz renouvelables en Suisse, il faut d'abord améliorer le cadre général. Il s'agit en premier lieu d'encourager les gaz renouvelables par des contributions à l'investissement ou à l'injection. Actuellement, seule la production d'électricité à partir de biogaz est encouragée, alors qu'elle n'apporte aucun bénéfice aux distributeurs de gaz. Il s'agit d'intervenir au niveau des lois cantonales sur l'énergie pour que le biogaz soit reconnu à titre d'énergie renouvelable dans tous les cantons. De plus, le biogaz importé est encore et toujours considéré comme du gaz naturel par l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières. Il faut rapidement mettre en place un registre national des certificats d'origine pour les gaz renouvelables, interopérable avec celui des autres pays, et préciser les règles d'importation.</p>
<p><i>Le potentiel des gaz renouvelables ne suffira jamais pour couvrir la demande de gaz. Ne faudrait-il pas interdire simplement le gaz dans le secteur chauffage?</i></p>	<p>L'Industrie gazière suisse fournit des efforts considérables pour développer la production de biogaz. Elle a également mis sur pied un Fonds de promotion en faveur des gaz renouvelables. Ce Fonds soutient les projets axés sur l'injection de gaz renouvelable. De plus, la production de biométhane par power-to-gaz pourrait être massivement développée, à hauteur d'environ 10 TWh à l'échelle nationale. Les plus grandes capacités de production de gaz de synthèse se trouvent toutefois dans les pays à haut potentiel éolien ou solaire, là où les installations power-to-gas peuvent être exploitées avec davantage d'efficacité. Les gaz renouvelables ont un potentiel non négligeable qu'il s'agit de valoriser. Sur le long terme, ils joueront toutefois un rôle marginal dans le secteur chauffage, attendu que d'autres systèmes à énergie renouvelable sont fortement encouragés. Une interdiction ne servirait à rien.</p>
<p><i>Le Conseil fédéral vient d'approuver des mesures en faveur de la sécurité d'approvisionnement. Quels en sont les effets pour l'Industrie gazière?</i></p>	<p>Le grand défi consiste à assurer notre approvisionnement pour l'hiver 2022/23. Les démarches préparatoires doivent démarrer maintenant déjà. Il s'agit de coordonner les activités de la branche gazière. Les autres Etats européens se trouvent confrontés aux mêmes défis, d'autant qu'ils doivent couvrir une demande de gaz nettement plus importante. Le</p>

	<p>Conseil fédéral a donc décidé de créer les bases légales permettant à l'Industrie gazière de procéder aux achats nécessaires pour l'hiver prochain.</p>
<p><i>Le Conseil fédéral craint que la guerre en Ukraine affaiblisse notre sécurité d'approvisionnement en hiver. La branche partage-t-elle ces inquiétudes?</i></p>	<p>La branche partage cette appréciation. Elle salue expressément la décision du Conseil fédéral, qui ouvre la voie à une planification préventive. Elle permet à l'Industrie gazière de procéder rapidement aux achats de gaz et de gaz liquéfié, à la nomination des capacités de stockage et des capacités de transbordement méthanier en jouant comme un seul acteur.</p>
<p><i>Pourquoi la branche n'a-t-elle pas réagi d'elle-même?</i></p>	<p>Les distributeurs de gaz doivent se mettre ensemble pour opérer des achats extraordinaires. La législation sur les cartels les en empêchait jusqu'ici, interdisant les ententes entre entreprises. Le Conseil fédéral a éliminé cet obstacle.</p>
<p><i>Quelles sont les mesures à prendre?</i></p>	<p>Pour l'Industrie gazière, il s'agit d'opérer en commun les achats de gaz et de gaz liquéfié, la nomination des capacités de stockage et de transbordement méthanier. La branche en était incapable jusqu'à aujourd'hui parce que la législation anti-cartellaire interdit ce genre d'accords. Il faut donc clairement saluer la décision du Conseil fédéral.</p>
<p><i>L'Industrie gazière aurait-elle pu diversifier l'approvisionnement depuis longtemps déjà?</i></p>	<p>La Suisse achète le gaz sur divers marchés européens. Elle achète ce qu'on appelle des produits standardisés. Et toute la difficulté est là: contrairement aux importations d'électricité, il n'existe aucune certification d'origine pour le gaz. Pour connaître l'origine du gaz, une ville devrait non pas s'approvisionner sur les marchés gaziers, mais acheter directement chez les producteurs de gaz. Or, ce processus est nettement plus compliqué et onéreux, puisqu'il faudrait conclure des contrats individuels.</p>
<p><i>Que fait maintenant la Suisse pour assurer la sécurité d'approvisionnement durant l'hiver prochain?</i></p>	<p>L'Industrie gazière entend réduire les dépendances face au gaz russe et à moyen terme, devenir indépendante. Il faut donc diversifier les filières d'achat. Le gaz naturel liquéfié (GNL) joue un rôle essentiel dans l'ouverture du marché gazier à toutes les régions du monde qui produisent du gaz. L'Industrie gazière va mettre en place une procédure commune pour relever les défis actuels.</p>

<p><i>Pourquoi la Suisse n'a-t-elle pas de stockages de gaz?</i></p>	<p>Il existe des stockages de gaz en Suisse, mais ils sont de faible capacité et servent avant tout à l'équilibrage journalier. Divers projets de stockage gazier se sont succédé en Suisse. Actuellement, Gaznat mène des prospections dans le canton du Valais pour évaluer la faisabilité d'un stockage sous les Alpes. Le projet comporte quatre cavernes, soit une capacité de 1500 gigawattheures. Oberwald se trouve à quelques centaines de mètres du gazoduc de Transitgas, lequel relie le réseau gazier suisse à celui de l'Allemagne, de la France, et de l'Italie. L'aménagement d'un stockage gazier en Suisse est une entreprise ardue et coûteuse.</p>
<p><i>La Suisse a-t-elle besoin de stockages de gaz à l'avenir?</i></p>	<p>Si la Suisse veut gagner en indépendance, la création d'un grand stockage de gaz en Suisse s'avère judicieuse. La branche a mis cette question à l'étude. Dans un premier temps, il s'agit de clarifier les questions techniques et économiques. Par exemple, la question est de savoir qui paie un stockage dans un marché gazier libéralisé. Dans un marché ouvert, les incitatifs manquent pour investir dans des stockages onéreux. La pression des coûts joue ici un tout autre rôle que dans un modèle d'achat basé sur des contrats d'approvisionnement à long terme avec des achats de gaz garantis, comme c'était le cas avant la libéralisation.</p>
<p><i>La Confédération devrait-elle participer au financement d'un stockage?</i></p>	<p>C'est une option à discuter. Par principe, les stockages gaziers peuvent être réalisés à meilleur prix à l'étranger. Les dépendances ne sont certes pas idéales, mais la Suisse a fait de bonnes expériences avec le stockage en France. La Confédération peut contribuer à la conclusion de traités internationaux, comme c'est le cas entre la France et la Suisse.</p>
<p><i>A mi-février, le Conseil fédéral est arrivé à la conclusion qu'il faut créer des centrales à gaz pour couvrir la demande en électricité de l'hiver prochain. Est-ce que cette conclusion n'est plus bonne? Que signifie l'évolution actuelle pour la sécurité d'approvisionnement? Aurons-nous besoin de créer des centrales à charbon en Suisse pour produire notre électricité?</i></p>	<p>La pénurie d'électricité croissante qui menace la Suisse en hiver doit être comblée. Les principaux pays exportateurs pour la Suisse (France et Allemagne) sont confrontés de manière croissante à une situation dans laquelle ils ne peuvent eux-mêmes plus exporter d'électricité, surtout durant l'hiver. L'Elcom signale ce problème menaçant depuis des années. Les plans de la Confédération concernant la mise en fonction de centrales à gaz n'ont pas changé. La question de la sécurité d'approvisionnement demeure entière: les quantités de gaz à disposition doivent être suffisantes pour répondre à la demande. Le Conseil fédéral a entretemps créé les bases légales permettant de procéder aux démarches nécessaires pour opérer les achats de gaz correspondants.</p>

<p><i>Que signifie GNL?</i></p>	<p>Le gaz naturel liquéfié (GNL) est du gaz naturel liquéfié à – 163 °C. Le volume du GNL équivaut à 0,2% du volume du gaz, de sorte que le transport et le stockage du GNL sont efficaces, compte tenu de la densité énergétique du GNL.</p> <p>Avant la liquéfaction, on élimine les impuretés (eau, acides, autres liquides, dioxyde de carbone, hydrogène sulfuré, azote, hélium) et le gaz est déshydraté. Le LNG n'est pas toxique et ne génère pas de corrosion. Toutefois, cette filière nécessite un effort technologique plus important que pour le stockage de méthane sous forme gazeuse.</p>
<p><i>Le GNL gagne en importance dans le monde entier. Pourquoi?</i></p>	<p>Le GNL est transporté par des navires méthaniers. Leur cargaison est transbordée dans des installations spécifiques. Le gaz naturel liquéfié est ensuite regazéifié avant d'être injecté dans le réseau.</p> <p>Cette filière permet de transporter du gaz sur de très longues distances, depuis des zones d'extraction qui ne sont pas du tout reliées au réseau international de transport par gazoduc. L'Europe compte une petite quarantaine de terminaux méthaniers (notamment: Espagne, France, Italie, Belgique, Pays-Bas). Le gouvernement allemand a annoncé son intention de construire deux terminaux méthaniers en Allemagne. Le GNL permet de diversifier les sources d'approvisionnement.</p> <p>Le GNL connaît une importance croissante au niveau mondial. Les marchés gaziers régionaux, conditionnés par les réseaux gaziers, ont été supplantés par un marché gazier global qui se développe de manière dynamique depuis des années et qui génèrent des rééquilibres géopolitiques.</p>
<p><i>Quelle est la part du GNL en Europe?</i></p>	<p>La part de GNL aux importations de gaz en Europe a augmenté au cours de ces dernières années. Elle atteint actuellement 20% au niveau de l'UE.</p>
<p><i>De quels pays nous vient le GNL?</i></p>	<p>Les fournisseurs principaux sont les suivants : Qatar, Etats-Unis, Australie, Norvège, Niger, Algérie.</p>
<p><i>Quelle est actuellement la part du GNL au volume total de gaz importé en Suisse?</i></p>	<p>En 2020, le GNL regazéifié représentait 11,3 pour cent du gaz naturel importé en Suisse (les chiffres pour 2021 ne sont pas encore connus). La part de GNL calculée pour la Suisse provient principalement du mix d'approvisionnement</p>

	de la France et, dans une moindre mesure, du mix d'approvisionnement des Pays-Bas et de l'Italie (surtout pour le Tessin).
--	--

ASIG/07.03.2022